

# Le pamphlet

P É R I O D I Q U E I N D É P E N D A N T

## Editorial

*Il était temps que cesse cette mascarade: c'est le 26 mai 1992, soit il y a vingt-quatre ans, que la Suisse déposait sa demande alors que la fiancée était encore relativement svelte et désirable: douze Etats seulement, en assez bonne santé. Les trois derniers arrivés étaient porteurs de mauvais cholestérol, mais un régime était prévu et on pensait pouvoir assumer.*

*En mai 1992, c'était juste avant que le peuple ne rejette notre adhésion à l'EEE, avant l'entrée en vigueur des traités de Maastricht et d'Amsterdam, avant que la fiancée ne passe de la taille trente-huit à la taille quarante-six, puis qu'elle ne devienne franchement obèse en 2004 et ne soit sur le point d'éclater en 2007.*

*La vieille catin ne se contentait d'ailleurs pas d'enfler comme une baudruche, elle flirtait ouvertement avec les Etats-Unis, qui lui proposaient des rendez-vous galants, comme à Madrid en décembre 1995, en lui faisant miroiter des escapades futures croustillantes, dans un Nouvel Agenda transatlantique. Toute fréillante, l'UE adoptait fin avril 2007 (à Washington, bien entendu) un Accord cadre pour la promotion de l'intégration économique transatlantique entre les Etats-Unis et l'Union européenne, accord par lequel l'Europe se faisait «niquer» bien profond.*

*Pendant que les Américains jurent à l'Europe qu'ils la trouvent charmante, ils l'obligent à accepter ses maïs bourrés d'OGM, ils continuent d'entretenir des prisons secrètes sur le territoire européen tout en s'opposant à la Cour pénale internationale, et surtout ils mènent une guerre absurde en Irak et font pression pour l'admission de la Turquie au sein de l'Union.*

*Le 8 mai 2003, un des conseillers nationaux les plus lucides, un certain Christoph Blocher, avait développé une motion (03.3225) proposant le retrait de la demande d'adhésion à l'Union européenne. Le Conseil fédéral, le 19 septembre, avait estimé qu'un retrait de la demande d'adhésion ne serait d'aucune utilité à la Suisse; il ne ferait que créer un besoin inutile d'explications [sic!] à l'étranger. Le 16 décembre, le Conseil national, bon élève, rejetait la motion.*

*Depuis lors, la situation a bien changé: l'Union européenne est non seulement trop grosse, non seulement elle a peine à se mouvoir, non seulement ses membres ne sont plus toujours synchrones avec les centres nerveux, mais les coutures de ses vêtements craquent. A l'heure où j'écris ces lignes, il y a des risques (ou des chances) que le Royaume-Uni quitte le gras mammoth. D'autres sont tentés et pas seulement des na-*

*tionalistes nostalgiques ou des patriotes passéistes étriqués. D'autres encore rêvent d'un régime Weight Watchers et seraient tentés par quelques amputations. Le Conseil fédéral ne craint plus le besoin inutile d'explications. Personne n'en demandera, tout le monde a compris.*

*Parmi les sceptiques, il y a des démocrates, qui s'étonnent qu'une aussi grosse machine puisse être dirigée par des gens (la Commission) qui n'ont été élus par personne. Il y a des paysans dont les coûts de revient sont supérieurs au prix de vente du marché. Il y a des consommateurs qui avaient applaudi au principe du Cassis de Dijon et qui doivent subir aujourd'hui le jambon à l'eau, le fromage à l'amidon et le sirop de fruits sans fruits. Il y a des gens pour soutenir qu'une Union qui admet vingt-quatre langues officielles différentes est ingouvernable.*

*Dans un article de **Domaine Public** repris par l'**Agefi** (30 mai 2016), M. Gret Haller soutient que sans vision d'adhésion à long terme et en dehors de l'EEE, la Suisse tend vers un statut de simple Etat tiers à l'Union européenne, comme le Canada ou le Japon.*

*Et alors? C'est grave docteur?*

Claude Paschoud

## Refus du RBI: deux commentaires

### La rééducation par le travail

Les partisans du «revenu de base inconditionnel», tout au long de la campagne qu'ils ont menée en faveur de leur initiative (nettement rejetée dans les urnes le 5 juin dernier), se sont posés en défenseurs des *petites gens*, des *pauvres*, des citoyens *qui ne parviennent plus à nouer les deux bouts*, des *laissés-pour-compte* de la société, des *victimes du système capitaliste*, des *désespérés d'un monde individualiste et égoïste où l'argent est roi*. Ils n'ont eu de cesse de fustiger les *riches*, les *super-riches*, les *nantis*, les *patrons*, les *dirigeants*, les *cravatés*, on en passe et des meilleures.

En d'autres termes, proposer que l'Etat distribue automatiquement et régulièrement à toute la population une somme d'argent permettant de vivre dignement constituait une idée généreuse pour venir en aide aux plus démunis (qui sont si nombreux en Suisse...), et les opposants, qui contestaient à la fois le fondement philosophique de la requête (la vision d'un Etat nourricier dont les citoyens seraient dépendants) et la possibilité de son financement (au minimum vingt-cinq milliards supplémentaires à prélever, dans l'hypothèse optimale où aucun contribuable ne diminuerait son activité professionnelle!), ne pouvaient être que des privilégiés nageant dans l'hyper-luxe et des spoliateurs vendus à la haute finance internationale.

A cette interprétation tendancieuse, nous opposons deux constats. Le premier est que ceux qui militaient avec le plus d'âpreté en faveur de cette initiative étaient souvent des gens aisés, affichant leurs réussites commerciales et leur goût des voitures luxueuses, et disposant en outre de beaucoup de temps libre. Le second est qu'au cours de discussions avec des personnes plutôt modestes, notamment des jeunes femmes d'origine étrangère fraîchement naturalisées et exerçant avec le sourire des métiers socialement peu presti-

gieux, celles-ci ont émis des avis catégoriquement négatifs: «On ne peut pas voter oui à une telle initiative si on ne connaît pas les détails de son application et de son financement!» «Encourager le travail bénévole? C'est une utopie! Seule une toute petite minorité profiterait intelligemment de cette manne providentielle; les autres, si on leur donne de l'argent pour rien, ils ne feront rien!» Ou encore: «Ce n'est pas logique de recevoir de l'argent pour rien! On a testé ça pendant la période communiste et on a vu ce que ça a donné! D'ailleurs, le niveau de l'aide sociale en Suisse est déjà trop élevé et dissuade certaines personnes de travailler...»

Sans vouloir faire de généralisation abusive, nous en tirons tout de même cette première conclusion que de nombreux partisans du revenu de base inconditionnel n'avaient aucune légitimité pour s'exprimer au nom des *petites gens* – qu'ils ne fréquentaient probablement pas et avec lesquelles ils ne devaient pas avoir souvent discuté.

La seconde conclusion qui nous vient à l'esprit est que les gens modestes et travailleurs ont souvent des réactions très saines et une conception très réaliste de la société et des rapports humains, davantage que de nombreux intellectuels aisés et oisifs qui consacrent leur vie à échafauder des théories révolutionnaires, sottes et dangereuses. Ces derniers découvrirait utilement le monde si on les envoyait travailler aux champs ou sur des chantiers. Un peu de maoïsme ne leur ferait pas de mal.

*Pollux*

\*\*\*

## Retour sur le RBI

Les votations passées et le RBI balayé, nous pouvons revenir sereinement sur le sujet.

Au soir des résultats, on a entendu des perles du genre: «Nous sommes très satisfaits du score obtenu, nous avons pu lancer un vrai débat, le revenu de base sera de toute façon bientôt inévitable, et patati et patata.»

La réalité de cette votation est double: d'une part, le score obtenu par les initiants en promettant de l'argent pour tous est extrêmement faible (moins de 25% de votes favorables), ce qui démontre la vacuité du projet et la maturité des votants; d'autre part, il n'y a pas eu de réel débat de fond. En effet, les partisans du RBI ont basé tout leur argumentaire sur la transformation annoncée des moyens de production et de la société, tandis que les opposants se sont focalisés sur le coût du projet et son impossible financement. Ce dialogue de sourds est propre aux votations, chacun des deux camps cherchant à obtenir des voix, mais il ne nous a pas été beaucoup donné d'entendre pourquoi, en dehors de son coût prohibitif, le RBI est néfaste et, surtout, inutile.

Partons du principe que l'avenir sera tel que décrit par les initiants, à savoir robotisé et automatisé. Ils en tirent la conclusion logique que des postes de travail seront amenés à disparaître et c'est probablement vrai, mais cela ne signifie pas nécessairement que ces suppressions se feront au détriment d'individus en particulier.

Je m'explique: les innovations technologiques augmentent la productivité, et si ces améliorations sont applicables à tous les domaines de la société, la production des richesses nécessaires au bien-être des individus pourrait être réalisée en moins d'heures. Si l'on compare les heures travaillées depuis deux cents ans, on s'aperçoit que la semaine de travail s'est réduite pour passer de septante heures durant la révolution industrielle à cinquante heures au milieu du XX<sup>e</sup> siècle et à quarante-deux heures aujourd'hui. Si la

France a passé à trente-cinq heures, c'est avant tout pour des raisons idéologiques qui plombent son économie, mais c'est bien vers cette objectif qu'il faut tendre, trente-cinq, trente ou même vingt-cinq heures par semaine – pourquoi pas? – si l'amélioration de la productivité le permet.

Cela dit, il faut rester conscient que ce type de transformation sociale doit être le fait de l'évolution naturelle des rapports économiques, et non imposé au nom d'une idéologie. Il n'est donc pas inutile de rappeler que la richesse n'est produite que par les entreprises, que l'Etat n'obtient des revenus que dans la mesure où les entreprises font des bénéfices et paient des salaires, et qu'aucun employeur ne doit payer un salaire plus élevé que ce que lui rapporte l'employé.

Revenons aussi sur la question de la rémunération de ceux qui ne touchent pas de salaire, comme les femmes au foyer. Le noble emploi de mère de famille ne donne lieu à aucune rémunération directe, c'est un fait. Est-ce une injustice? Je ne crois pas. De nos jours, rester à la maison relève d'un choix de vie et nécessite des moyens financiers que tous ne possèdent pas. Le travail fourni par la femme au foyer n'est pas quantifiable en termes d'augmentation de la richesse, et si elle participe au bien-être de sa famille, elle ne génère aucun revenu.

Enfin, sans revenir en détail sur la problématique du financement, il n'est pas inutile de rappeler aux partisans du RBI que, s'il est vrai que l'Etat a le pouvoir de créer de l'argent, il n'a pas celui de créer de la richesse. Cela, seul le travail le permet.

Le doux rêve des partisans du RBI, sous quelque forme qu'il soit présenté, et des formes il y en a eu, n'est pas et ne sera jamais applicable. Laissons faire l'ingénieur être humain et gageons que, fainéant comme il est, il trouvera le moyen de travailler moins.

*Michel Paschoud*

\*\*\*\*\*

## **Armée, qu'as-tu fait de la discipline?**

Il paraît que les recrues font fréquemment et bruyamment la fête aux alentours de la caserne de Frauenfeld et dérangent le voisinage.

On nous dit que, le mercredi 8 juin, la fête n'avait pas encore cessé à minuit et que des voisins intervenus pour demander le retour au calme ont été reçus par des soldats débraillés et ivres qui leur ont adressé des gestes obscènes. Finalement, c'est la police militaire qui a rétabli l'ordre.

L'armée aurait déclaré:«(...) Nous ne tolérons en aucune manière ce type de comportements.»

Ah bon? Mais alors, comment se fait-il que, selon le journaliste qui relate l'affaire, «des cris, des rires et de la musique forte [n'aient] rien d'inhabituel à 22h aux alentours de la caserne de Frauenfeld en période d'école de recrues»?

Il faut faire la part de l'exagération, de l'erreur, voire de la malveillance. Mais, puisque l'armée a «connaissance du cas», force est d'admettre – sauf à imaginer que les recrues incriminées étaient des militants du Groupe pour une Suisse sans armée s'efforçant, déguisés en militaires, de déconsidérer leur bête noire – que, à Frauenfeld du moins,

l'armée, représentée par les cadres de l'école de recrues, tolère bel et bien ce type de comportements.

Ce n'est pas la première fois que des attitudes inadmissibles échappent à la vigilance – si tant est qu'il y ait vigilance – de la hiérarchie dans des écoles de recrues. Et ce n'est pas rassurant.

La discipline n'est pas une fin en soi. C'est un moyen d'obtenir l'efficacité, la rapidité, l'initiative et les réflexes qui permettront à chacun d'assurer sa mission avec le maximum de succès et le maximum de chances de survivre.

Il est évident que si la discipline disparaît l'armée perd une grande partie de son utilité, quels que soient ses effectifs ou le degré de perfectionnement de son matériel.

C'est par le rétablissement de la discipline que doit commencer la réforme de l'armée.

*Mariette Paschoud*

\*\*\*\*\*

## N'écrivez pas...

N'écrivez pas: «La famille Obama louera, quand la Maison Blanche changera de mains, un manoir de 760 m<sup>2</sup> à quelque 22'000 dollars par mois. On peut en déduire qu'elle n'est pas prêt de sombrer dans la misère et on en est bien soulagé pour elle.» Ecrivez: «La famille Obama louera, quand la Maison Blanche changera de mains, un manoir de 760 m<sup>2</sup> à quelque 22'000 dollars par mois. On peut en déduire qu'elle n'est pas près de sombrer dans la misère et on en est bien soulagé pour elle.»

*Le pinailleur*

\*\*\*\*\*

## L'abandon des principes

*«Lorsque le sel de la terre est affadi (Matthieu V,13), la société se dissout sans qu'il soit même besoin d'un Julien ou d'un Valens pour la mener à sa perte.*

*Dom Prosper Guéranger dans L'Année liturgique à la date du 14 juin, fête de saint Basile.*

### Affrontement

Entre l'islam et l'Europe, l'affrontement est maintenant déclaré. On aura beau éluder le fait de toutes les manières, établir de creuses nuances entre un islam censé radical et un autre, qui serait authentique – ce que dément le texte coranique ... –, faire l'apologie de la diversité culturelle ou ethnique dans un régime de pur laïcisme, c'est-à-dire sans référence religieuse publique – ce qu'au demeurant l'islam récuse absolument ... –, rien ne s'oppose désormais à un affrontement ouvert entre ces deux mondes.

N'espérons pas que le monde extra-européen épousera notre cause: ni l'Asie, même non musulmane, ni a fortiori la Russie de Vladimir Poutine ne nous apporteront le moindre

soutien. Quant aux Etats-Unis d'Amérique, ils ne choisiront dans cet affrontement que leur intérêt.

### **Intérêt général oublié**

C'est d'ailleurs toujours leur seul intérêt qui guide les Etats-Unis, par exemple, pour imposer à l'Europe leur propre conception d'une agriculture intensive. Or celle-ci n'est qu'une composante anonyme du mode industriel de production des biens de consommation. Nos paysanneries en font déjà largement les frais, particulièrement en France, prisonnière de l'Union européenne.

C'est aussi au nom d'intérêts particuliers que les autorités politiques ne s'embarrassent plus de logique et s'inclinent devant tous les groupes de pression dès qu'un indicateur statistique ou électoral leur donne un signal clignotant. Le mariage sera donc ce que l'opinion dominante ou censée l'être en pensera sur le moment, peu importe la nature de la chose. Le même processus est d'ores et déjà acquis en matière d'avortement. Le fœtus de l'homme est une chose, tout comme le bétail est une machine à viande que l'on peut élever en batterie.

### **Institutions à la dérive, un exemple**

L'aménagement du territoire devrait, dans un Etat fédéraliste, rester de la compétence exclusive des cantons. Cela n'est plus. La situation présente du droit suisse porte atteinte à la nature même du fédéralisme, puisque la Confédération peut désormais s'immiscer dans ce domaine au mépris de la nature étatique des cantons, désormais réduits à la condition de circonscriptions administratives. Un des fondements essentiels de l'ordre public suisse est ainsi touché.

### **Conclusion**

L'enjeu n'est pas simplement économique et culturel, il est global et vise à détruire le fondement même de la civilisation européenne, née du christianisme et qui doit mourir dès lors qu'elle renie cette racine première.

Non seulement la démocratie moderne explique tout. C'est elle qui est à l'origine de cette décadence. Le non-sens triomphe avec elle et par elle. Avant d'être dans la rue, l'anarchie est entrée dans la loi. L'arbitraire a vaincu.

*Michel de Preux*

\*\*\*\*\*

## **Les nouvelles aventures...**

### **Réjouissons-nous, mes frères!**

Le 8 juin, la Chambre des députés italienne a voté une loi anti-négationniste. La communauté juive italienne – plus exactement, les «autorités» qui prétendent la représenter – a évidemment crié victoire, et on la comprend.

Ce n'est pas à proprement parler une bonne nouvelle. Mais comme il faut bien se consoler, on notera que sur les six cent trente députés que compte la Chambre, deux cent

trente-sept ont approuvé la loi, cinq l'ont repoussée, cent deux se sont abstenus et deux cent huitante-six étaient apparemment absents. Donc, en fait, trois cent nonante-trois députés sur six cent trente n'ont **pas** voté en faveur de cette loi.

On ne peut pas vraiment parler d'une victoire écrasante, ni d'une belle unanimité! Mais c'est très certainement une victoire de la démocratie parlementaire!

### **Esbaudissons-nous, mes frères!**

Pour avoir travaillé à Auschwitz comme télégraphiste du 21 avril au 7 juillet 1944, soit environ deux mois et demi, Helma Maas s'est rendue complice, selon la «justice» allemande, du meurtre de 266'390 personnes.

Helma Maas aura nonante-trois ans le 23 décembre 2016 et vit dans un home pour personnes âgées. Toutefois, si les médecins la jugent apte à affronter un procès, cette pauvre dame sera jugée à Kiel.

Il est à craindre que le verdict de la Faculté ne soit favorable à la «justice», car notre nonagénaire a proprement envoyé sur les roses un journaliste qui voulait l'interroger sur Auschwitz, ce qui dénote une certaine énergie.

*M.P.*

\*\*\*\*\*

## **En direct de Sirius**

### **La cloche a sonné<sup>1</sup>**

*«Tout a une fin... sauf les saucisses qui en ont deux.»*

*Frau Doktor Bettina von Lahba à Bernard-Henri Lévy – AD 2013*

Pendant neuf mille sept cent soixante et un jours<sup>2</sup>, les impénitents du *Pamphlet* m'ont permis de me moquer, de me gausser, de railler et de persifler aussi, en toute impertinence.

Qu'ils en soient ici remerciés.

Mais soucieux de changer de ton, voici venu pour moi le temps d'en finir avec ce qui est, pour mieux me consacrer à ce qui se prépare; et à un nombre plus restreint de lecteurs.

J'ai donc choisi ce cinquième jour du mois de juin pour rallier Sirius et tirer d'ici ma révérence.

Vive *Le Pamphlet*! Bon vent pour lui. De le lire je continuerai... dans toute sa raisonnable pertinence!

*Max l'Impertinent*

<sup>1</sup>D'une chanson d'une petite "Yé-yée" française des années soixante.

<sup>2</sup> Soit un peu plus de cinq lustres, en comptant une première manière de «tribune libre» dont je situe la rédaction au 15 septembre 1989.

\*\*\*

*Si j'ai bonne mémoire, c'est en septembre 1998 que Max l'Impertinent, après avoir collaboré au **Pamphlet** sporadiquement pendant plusieurs années, nous a livré la première d'une longue série de chroniques. C'est donc pendant dix-huit ans que Max nous a fait savoir depuis Sirius ce qu'il pensait des Terriens en général et de certains d'entre eux en particulier.*

*Qu'il trouve ici notre reconnaissance, notre amitié et nos vœux pour la suite de ses activités.*

M.P.

\*\*\*\*\*

**Trouvé sur le site de Polémia**

## **Euro 2016: «footez»-nous la paix!**

Stop! Arrêtez, s'il vous plaît! La coupe – pas de foot – est pleine!

J'ouvre la radio le matin, et on me bassine avec l'Euro 2016. Je zappe de chaîne en chaîne, mais c'est toujours le même refrain. Le journal régional m'est livré et sur toutes les pages – ou presque – il est question de l'Euro 2016: tout tourne autour de cet événement. D'abord toutes les publicités: animations dans les centres commerciaux de Nice et de la région, drapeaux, maillots, boissons, même les banques qui s'y mettent, partout Euro 2016. Puis je lis les articles. Tout tourne encore autour de l'Euro 2016: la grève, la sécurité, les transports, les réservations dans les hôtels, tout dépend de l'Euro 2016. La coupe est pleine au supermarché: yaourts à l'Euro, saucissons à l'Euro, bière à l'Euro. Même la prestigieuse Monnaie de Paris, créée en 864 par l'Edit de Pîtres de Charles le Chauve, et à ce titre la plus ancienne institution française et la plus vieille entreprise du monde, s'est mise au pas cadencé du tout Euro.

Ségolène Royal, interrogée hier le 9 juin 2016 par *i-télé*, s'inquiète de voir «l'intérêt national mis en jeu» par les grévistes. Oui! «l'intérêt national»!

L'intérêt national, ce n'est pas les négociations secrètes avec les Etats-Unis sur le Traité Transatlantique, l'envoi de soldats français aux côtés des terroristes d'Al Nosra pour combattre l'armée régulière en Syrie, une immigration massive incontrôlée, un chômage qui bat tous les records, tout comme les déficits, l'insécurité omniprésente, la dégradation de l'enseignement public, etc., l'intérêt national pour tous nos dirigeants, c'est ... l'Euro 2016!

### **Mais l'Euro 2016, on s'en «foot»!**

Quel est donc l'intérêt de ce barnum envahissant ?

Quelques mercenaires venus de l'étranger où ils jouent habituellement et qui vont courir – pas trop longtemps – après une balle pour plusieurs milliers d'euros à la minute. C'est une véritable insulte aux spectateurs qui sont encore assez stupides pour payer ce spectacle futile, et qui ne gagneront pas en une vie tout l'argent que ces mercenaires capricieux et apatrides gagneront en quelques heures.

Je suis également outragé par la référence pernicieuse à la France et à notre drapeau. Alors que toute l'organisation ne se préoccupe que d'envoyer un message mondialiste, cosmopolite, pluriethnique, le sentiment national est sollicité à cette mercantile occasion

à l'inverse de ce qu'il représente en réalité. L'esclandre d'Eric Cantona à l'encontre du sélectionneur Didier Deschamps le qualifiant de raciste, au prétexte qu'il n'y avait pas assez de joueurs maghrébins dans l'équipe de France et reprise à satiété par tous les médias, est révélatrice de cette hystérie bien-pensante. Cela n'a plus rien à voir avec le sport ou la nation, c'est de la propagande politiquement correcte. La soumission au grand «melting pot» mondial régi par le Veau d'Or.

J'ai peine pour les Français qui paieront pour prendre part à cette mascarade dépravée. Je ne connais même pas le nom d'un seul de ces mercenaires qui se «footent» bien pas mal de la France qu'ils connaissent à peine pour la plupart. Quant à moi, même avec des billets gratuits, je n'irai pas au cirque. Même si on me payait, je n'irais pas non plus. J'éviterai les bars qui se sentent obligés par mimétisme de prendre le relais de cette gesticulation grand-guignolesque avec leur écran de télévision. J'aurai tellement mieux à faire pendant ce temps-là.

*Massimo Luce* ([www.nice-provence.info](http://www.nice-provence.info))

Source: [www.polemia.com](http://www.polemia.com).

\*\*\*\*\*

## **C'est du beau!**

Au cours du deuxième week-end de juin, dans le village genevois d'Hermance, le distributeur de billets de la banque Raiffeisen s'est déréglé et s'est mis à faire des cadeaux: il distribuait deux fois plus d'argent que demandé sans débiter les comptes. Bien entendu, il s'est trouvé quelqu'un pour répandre la nouvelle, laquelle a fait le tour du village en moins de temps qu'il n'en faut pour le dire.

J'aurais voulu lire dans l'organe de presse qui m'a informée de cette affaire que la personne qui avait découvert le dysfonctionnement, non contente d'en informer ses concitoyens, avait également averti la police, afin que celle-ci puisse empêcher l'accès au distributeur, voire prévenir le directeur de l'agence pour qu'il rétablisse la situation. Il semble que ce ne soit pas le cas, puisqu'«une file d'attente s'est rapidement constituée, et certains ont fait le voyage depuis la France voisine pour profiter de la générosité de la machine».

Je dois être restée coincée à une autre époque, une époque où la plupart des gens qui avaient trouvé un porte-monnaie jugeaient **normal** de le rendre à son propriétaire ou de l'apporter aux objets trouvés sans que la presse ne chante les louanges de cet acte exceptionnel et même héroïque; où ceux à qui une caissière avait rendu trop d'argent trouvaient en général **normal** de signaler l'erreur au lieu de profiter de l'aubaine; où des gens réputés honnêtes ne se transformaient pas en pilleurs de banques quand un distributeur de billets faisait des bêtises.

C'est l'âge, sans doute! Je me transforme gentiment en un vieux machin complètement déconnecté de la réalité.

Par la suite, la machine vidée puis rechargée s'est vengée en divisant par deux les sommes réclamées. Mais ça ne change rien au fait que des gens qui se décriraient

comme parfaitement respectables – bons maris, bonnes mères, étudiants méritants, honnêtes travailleurs – ont trouvé **normal** de voler de l'argent.

M.P.

\*\*\*\*\*

## Bricoles

### Un meurtre étrange

Le meurtre, jeudi après-midi 16 juin à Leeds, de la députée travailliste Jo Cox, très engagée pour le maintien de la Grande-Bretagne dans l'Union européenne, par un individu «solitaire et taciturne» au cri de «Britain first», me paraît un événement éminemment suspect.

Au moment du meurtre, les partisans du Brexit (sortie de l'Union) avaient dans les sondages une légère avance. Je ne serais pas surpris que le meurtrier ait été instrumentalisé par quelque officine au service du lobby favorable au statu quo pour créer une onde de choc susceptible d'inverser la tendance.

Au moment de la sortie de ce numéro du *Pamphlet*, on saura si l'opération a été fructueuse. (cp)

### Erythrée

Les requérants d'asile érythréens fuient, paraît-il, la misère, la répression et le service militaire illimité. Un rapport de l'ONU dénonce des crimes contre l'humanité récurrents depuis vingt-cinq ans et estime qu'entre trois cent mille et quatre cent mille personnes sont réduites en esclavage en Erythrée. Sur cette base, on comprend que les jeunes hommes astreints au service militaire soient très désireux d'aborder dans une contrée plus accueillante. A première vue, la traversée de la mer Rouge vers l'Arabie séoudite semble plus courte et moins risquée que les 4500 kilomètres qui séparent Asmara de la Suisse. Mais l'Arabie séoudite n'est probablement pas aussi généreuse que la Suisse.

Malgré les dangers courus, certains requérants d'asile sont rentrés en Erythrée pour des vacances, pour s'y marier ou pour la fête nationale. En 2015, *sept d'entre eux ont perdu, pour ce motif, le droit de rester en Suisse*, ont admis les services de M. Burkhalter, avec qui indique que probablement dix fois plus d'individus sont dans ce cas, et que s'ils ont perdu le droit de rester en Suisse, c'est qu'ils y sont de nouveau. Bien entendu, il n'y a aucun risque qu'ils soient effectivement renvoyés. (cp)

### Tarif des frais

Le président du TCS ne comprend pas pourquoi, à Genève, le tarif des frais administratifs liés à une amende a explosé. Le quotidien gratuit **20 minutes** (15 juin, page 3) nous apprend que, depuis 2014, pour une prune de six cent quarante francs, par exemple, l'émolument a passé de soixante à cinq cents francs. Un tarif fixé en fonction du montant des amendes serait un non-sens: «*En quoi cela prend-il plus de temps de traiter une amende de 50 que de 500 francs*» demande le rédacteur, qui voulait évidemment écrire le contraire.

On peut se poser la même question au sujet des émoluments payés aux offices des poursuites et des honoraires des notaires (cp)

## Fédéralisme

Ciel, qu'il est difficile, pour un fédéraliste, de se faire entendre! La récente décision des autorités scolaires de Thurgovie d'abandonner l'enseignement du français au niveau primaire au profit de l'anglais a créé un séisme dans les milieux francophones, et notamment au sein de l'association *Défense du français* dirigée par Didier Berberat et Daniel Favre.

Dans son éditorial du bulletin *En français s'il vous plaît* n° 25 de juin 2016, le président Berberat écrit: «Il eût été préférable que les cantons puissent continuer à appliquer le compromis trouvé en 2004. Malheureusement, cela n'est plus possible. La seule solution est donc une intervention de la Confédération, qui se fondera sur la Constitution fédérale.» L'auteur fait évidemment allusion à l'art. 62 al. 4 Cst., adopté (malheureusement) en votation populaire le 21 mai 2006, qui menace les cantons d'une législation fédérale *si les efforts de coordination n'aboutissent pas à une harmonisation de l'instruction publique* et dont le premier alinéa proclame pourtant qu'elle est *du ressort des cantons*.

Et si nous constatons que la première langue enseignée à l'école primaire est encore de la responsabilité des cantons et échappe dès lors totalement à la rage harmonisatrice des centralisateurs? (*cp*)

## Mauvaise foi

La presse aime prendre ses rêves pour des réalités et, surtout, faire croire à ses lecteurs que ses rêves sont bel et bien des réalités.

C'est ainsi que mon quotidien gratuit habituel titrait joyeusement, le 6 juin, au lendemain de l'échec du référendum contre la révision de la loi sur l'asile: «Les Suisses ont dit "halte aux abus" de l'UDC.»

Le 12 juin, le même journal annonçait avec ravissement dans un sous-titre: «Un sondage (...) montre que les Helvètes sont attachés à l'UE.»

En réalité, les Suisses n'ont dit halte à rien du tout. Ils ont simplement largement approuvé la révision de la loi sur l'asile. C'est un incontestable échec pour l'UDC, sans plus. Qui crie aux abus des verts ou des socialistes quand ils sont battus en votation populaire? Quant à la loi sur l'asile, on verra ce qu'en penseront les Suisses quand elle aura déployé tous ses effets.

Le sondage qui réjouit tant l'équipe de **20 minutes** montre, lui, que «presque la moitié de la population (42%) serait prête à sacrifier les contingents des travailleurs européens pour sauver [les accords bilatéraux]», ce qui est fort différent, on nous l'accordera, d'un attachement indéfectible à l'Union européenne.

D'un article de presse, il faut tout lire ou rien. (*mp*)

## Sombre avenir

Le Parti bourgeois démocratique (PBD) est issu de la section UDC grisonne, qui fut exclue en bloc du parti en 2008, après que sa conseillère fédérale, Eveline Widmer, eut trahi Christoph Blocher. Madame Widmer ne pouvait tout de même pas siéger au Conseil fédéral sans étiquette!

Le PBD ne se porte paraît-il pas très bien. Dame! Maintenant que sa chérie a quitté le Conseil fédéral, il ne sert plus à rien et retourne gentiment au néant qu'il n'aurait jamais dû quitter.

Mais, après avoir été pendant sept ans un parti de gouvernement, c'est dur. (*mp*)

### **Aide au développement**

De 2017 à 2020, la Suisse investira 11,11 milliards de francs dans l'aide au développement. C'est grand, c'est beau, c'est généreux!

Les donateurs connaissent parfaitement les objectifs de l'aide au développement et voudraient sincèrement les voir réalisés. Malheureusement, ils sont fréquemment dans l'impossibilité de contrôler l'usage qui est fait de l'argent transféré dans les pays bénéficiaires. En effet, les autorités des pays aidés refusent toute tutelle.

D'autre part, on se demande pourquoi les pays, notamment africains, qui bénéficient de l'aide au développement vivent toujours dans la pauvreté – sous réserve d'une caste de dirigeants des plus prospères – après avoir bénéficié durant des décennies de la manne des pays dits développés.

L'échec de l'aide aux pays prétendument en développement est patent. Pourquoi, sinon, tant de ressortissants de ces pays viendraient-ils chercher chez nous le bien-être et la prospérité dont ils devraient jouir chez eux si l'argent était investi correctement?

Compte tenu de la politique migratoire pratiquée par Berne, nous ferions mieux de garder nos milliards et de les utiliser sur place pour faire face à la vague qui s'annonce. (*mp*)

\*\*\*\*\*

## **Vacances d'été**

Comme chaque année, le *Pamphlet* se met au vert pendant les mois de juillet et août.

L'équipe du journal vous souhaite un été sec – on peut toujours rêver! –, ensoleillé et reposant.

*La rédaction*

*Le Pamphlet*  
Case postale 998  
1001 Lausanne  
Courriel: [courrier@pamphlet.ch](mailto:courrier@pamphlet.ch)  
ccp:10-25925-4  
Rédacteur responsable: *Mariette Paschoud*  
ISSN 1013-5057